



**Convention internationale  
sur l'élimination  
de toutes les formes  
de discrimination raciale**

Distr.  
GÉNÉRALE

CERD/C/SR.1862  
5 mars 2008

Original: ANGLAIS

---

COMITÉ SUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE

Soixante-douzième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 1862<sup>e</sup> SÉANCE

tenue au Palais Wilson, à Genève,  
le jeudi 28 février 2008, à 10 heures

Présidente: M<sup>me</sup> DAH

SOMMAIRE

EXAMEN DES RAPPORTS, OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS PRÉSENTÉS PAR  
LES ÉTATS PARTIES CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 9 DE LA CONVENTION (*suite*)

Cinquième à septième rapports périodiques de la République de Moldova (*suite*)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

GE.08-40795 (F) NY.09-48625 (F)

*La séance est ouverte à 10 h 25.*

EXAMEN DES RAPPORTS, OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS PRÉSENTÉS PAR  
LES ÉTATS PARTIES CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 9 DE LA CONVENTION (*suite*)

Cinquième à septième rapports périodiques de la République de Moldova (*suite*)

1. *Sur l'invitation de la Présidente, les membres de la délégation de Moldova prennent place à la table du Comité.*

2. M<sup>me</sup> GONCEAROVA (Moldova) déclare que les différences observées entre les données statistiques contenues dans le rapport 2001 et le rapport 2005 s'expliquent probablement par le fait que dans le premier cas, les chiffres reposent sur les données du recensement de 1989, tandis que dans le second, ils sont fondés sur le recensement de 2004. Entre 1989 et 2004, la République de Moldova a enregistré un taux de migration élevé, qui a influé sur ces chiffres.

3. S'agissant des questions portant sur la possibilité de faire ses études en ukrainien, elle indique qu'au cours des années académiques 2006/2007 et 2007/2008, 57 établissements scolaires dont six écoles secondaires en Moldova, exception faite de la région de Transnistrie, ont proposé des cours de langue et de littérature ukrainienne. L'ukrainien est également étudié dans 30 institutions dans la région de Transnistrie. Un département spécial de l'institut pédagogique dans la République de Moldova du Nord a formé à ce jour 100 enseignants de langue et de littérature ukrainienne et à l'institut pédagogique de Chisinau des enseignants bilingues exercent leur profession en ukrainien et en moldove. Environ, 30 enseignants suivent des séances de perfectionnement chaque année. Un accord conclu entre l'Ukraine et la République de Moldova permet à 90 enfants moldoves de suivre leur scolarité dans des écoles ukrainiennes, où ils ont la possibilité de se perfectionner en ukrainien.

4. Concernant la possibilité de faire ses études en bulgare ou en gagaouze, elle répond que ces deux langues, à l'instar du moldove, sont proposées tout au long du parcours scolaire. L'Université d'État de Taraclia, créée il y a quatre ans, et l'Université d'État de Comrat, dans la capitale de la région administrative territoriale autonome de Gagaouzie, offrent la possibilité aux étudiants de toutes les nationalités de suivre leur études, respectivement, en bulgare et en gagaouze. Quant au yiddish, deux établissements répondent parfaitement aux exigences de la population juive de Chisinau, bien que plus de 50 % des étudiants ne soient pas juifs. L'une des caractéristiques du système éducatif de Moldove, en tant que pays multiethnique, est la mixité des cultures. Toutefois, en vertu de la loi sur l'éducation, la langue d'enseignement d'un enfant est choisie par ses parents. Des activités de contrôle linguistique sont réalisées régulièrement par un groupe d'instituts incluant l'Académie des sciences et les informations les plus récentes indiquent que les parents bulgares, ukrainiens et gagaouzes veulent que leurs enfants suivent leurs études dans leur langue maternelle et qu'ils apprennent la littérature, la culture et les traditions de leur groupe ethnique.

5. En réponse aux questions sur la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, conformément au Plan d'action national des droits de l'homme, il a été décidé que l'année 2006 serait consacrée à la préparation de la ratification de la charte et la République de Moldova s'est engagée à la ratifier avant la fin 2008. Une commission spéciale, composée de scientifiques et de représentants des centres du patrimoine culturel en charge des questions

ethniques, du Bureau des relations interethniques, d'organisations culturelles et de la société civile, œuvre actuellement à ce projet. Les questions qui doivent être traitées incluent le contrôle de la situation de la langue et le financement du projet. Un projet de loi portant sur la ratification devrait théoriquement être adressé au Parlement avant la fin 2008.

6. La question de l'enseignement dans la langue de l'État doit être examinée de manière globale, et non seulement eu égard aux fonctionnaires. L'étude du moldove constitue l'un des composants clés du processus d'intégration des groupes ethniques minoritaires dans la société. Un projet linguistique spécifique est mené par le Programme de développement des Nations Unies (PNUD) et un projet conjoint de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et le Bureau des relations interethniques concernant l'étude par la société civile du moldave dans des régions fortement peuplées où l'on retrouve de nombreux groupes ethniques. L'OSCE étudie actuellement une proposition de stratégie du Bureau des relations interethniques au travers de laquelle les groupes ethniques minoritaires étudieraient le moldove comme langue étrangère. Une visite du Haut-Commissaire pour les minorités nationales est prévue pour mars/avril 2008/2009.

7. À la question de savoir si la République de Moldova dispose d'une loi idéale sur les langues et si celle-ci est parfaitement respectée dans la pratique, elle répond que dans certaines affaires, les citoyens déposent une plainte dans une langue alors que les réponses sont rédigées dans une autre; ces cas sont toutefois exceptionnels.

8. S'agissant de la question de la reconnaissance officielle de l'islam dans la République de Moldova, elle fait observer que les autorités moldoves n'ont jamais fait l'amalgame entre islam et extrémisme. Les associations publiques islamiques enregistrées sont au nombre de 12, dont 3 organisations culturelles azerbaïdjanaises, 2 organisations tatares et une organisation réunissant des peuples d'Asie centrale. Une plainte introduite par le Conseil spirituel des musulmans auprès de la Cour européenne des droits de l'homme visant sa demande d'enregistrement a été déclarée irrecevable en 2005. Le 11 février 2008, cette organisation a une nouvelle fois adressé une demande d'enregistrement au Ministère de la justice mais elle a été rejetée pour de simples raisons de forme. S'agissant de la possibilité de l'enseignement des langues d'origine des musulmans, l'enseignement peut être réalisé dans les écoles du dimanche en azerbaïdjanais et en tatar. Se référant à la question du refus d'inhumation et des demandes d'ouverture d'un cimetière musulman, elle explique qu'il a été suggéré que des sections de cimetières publics soient dédiées aux musulmans mais la communauté musulmane réclame l'instauration d'un cimetière à part. Cette question est actuellement à l'étude car il n'existe pas de cimetière dédié à une confession donnée depuis des dizaines d'années.

9. Concernant les Roms et les Tziganes, elle déclare que les chiffres fournis dans le rapport indiquant la présence de 12 000 Tziganes dans la République de Moldova reposent sur le recensement de 2004, dans le cadre duquel les personnes sondées étaient invitées à préciser le groupe ethnique auquel ils avaient l'impression d'appartenir. Selon des rapports non officiels, la nature subjective de cette question a eu pour effet d'inciter les personnes qui relèvent normalement d'un groupe ethnique donné, par exemple, le groupe d'appartenance des parents, à se classer parmi un autre groupe reflétant davantage leur sentiment. C'est probablement le cas de la population tzigane.

10. S'agissant de la question portant sur les Tziganes nomades, qui constituent environ la moitié de la population tzigane, elle explique que ce groupe vit dans des villages pendant presque toute l'année, à l'exception de la période s'étendant de mars à octobre, pendant laquelle une partie de la population adulte migre vers d'autres pays pour gagner de l'argent, en particulier, l'Ukraine, la Russie et la Pologne. Les enfants restent au village et sont pris en charge par la communauté. Le rôle du Gouvernement est de créer des conditions adéquates de sorte que ces enfants puissent aller à l'école, à l'instar de tous les autres enfants dans la République de Moldova. Ces conditions ne sont parfois pas idéales dans les zones rurales mais tous les enfants peuvent aller à l'école. Les propositions formulées par la population rom visant à créer des écoles séparées pour les enfants roms ont été rejetées car une telle mesure constituerait une forme de ségrégation, alors que les enfants doivent pouvoir évoluer ensemble, quel que soit leur groupe ethnique.

11. La tendance récente, plus positive, en matière d'enseignement des enfants roms a démontré la nécessité de prendre des mesures à la fois au niveau de l'État et de la population rom. Une campagne de sensibilisation auprès des Roms a été lancée, en tenant compte de leur comportement et leur style de vie traditionnels. Les responsables d'ONG roms, qui sont eux-mêmes de jeunes diplômés roms, ont demandé de l'aide afin de promouvoir les avantages de l'enseignement supérieur parmi leurs pairs. Le nombre de jeunes roms inscrits dans l'enseignement supérieur a sensiblement augmenté. Traditionnellement, le système éducatif génère de meilleurs résultats au sein des communautés roms installées dans une région.

12. S'agissant de la question sur la différence existant entre un instrument prévoyant des mesures d'aide des Tziganes sur le territoire de la République de Moldova adopté en 2001 et un plan d'action et d'aide en faveur de la population rom, lancé en 2007, elle répond que le premier s'apparente à une stratégie tandis que le second définit les méthodes de mise en œuvre de cette stratégie. Ce plan a été préparé avec l'aide de représentants des ministères concernés, l'Académie des sciences, le Bureau des relations interethniques et des ONG roms. Toutes les parties ont formulé des suggestions, dont certaines ont été adoptées ou rejetées en fonction des contraintes financières et de temps. En avril 2008, le Bureau des relations interethniques participera à une réunion avec le Gouvernement afin d'évaluer le travail réalisé par les ministères, avec le cas échéant, la contribution du Comité.

13. L'holocauste est reconnu dans la République de Moldova et les manuels d'histoire y consacrent un chapitre entier. Un monument a été érigé à Chisinau pour commémorer les victimes juives de l'holocauste et une liste des personnes tuées a été dressée grâce aux archives disponibles. Cette initiative a été financée en partie par des fonds publics et par une collecte auprès de la communauté juive de Moldova. Aucun monument n'a été érigé à ce jour en l'honneur des victimes d'origine rom. Le Bureau des relations interethniques n'a reçu aucune demande en ce sens et il n'a pas accès aux archives pertinentes.

14. M. RUSU (Moldova) déclare que, conformément à la constitution moldave, les non-ressortissants et les apatrides jouissent des mêmes droits que les citoyens de Moldova, à l'exception du droit de vote et d'éligibilité. Ces personnes sont égales devant la loi, sans discrimination fondée sur la race, l'origine ethnique, la nationalité, la langue, le sexe, la religion, l'appartenance politique ou tout autre facteur. L'article 31 de la Constitution garantit la liberté de conscience, tout en précisant qu'elle doit s'exprimer dans un esprit de tolérance et de respect.

Toutes les prestations de culte sont autorisées et organisées conformément aux dispositions de chaque communauté religieuse et au droit.

15. Différents articles du code pénal protègent les droits définis dans la Convention. L'article 5 du code pénal stipule que les prévenus sont égaux devant la loi et bénéficient des garanties procédurales sans discrimination aucune. Il stipule aussi que les droits et les intérêts des individus ne sauraient être protégés au mépris des droits et d'intérêts d'autrui. En outre, tous les délits décrits dans l'article 4 de la Convention sont définis en tant que tels dans le code pénal. L'article 178 prévoit des sanctions sévères, notamment des amendes ou l'exclusion de certaines fonctions, en cas de violation de la part d'un fonctionnaire des droits constitutionnels ou des libertés des citoyens fondées sur le sexe, la couleur, la race, la langue, la religion ou l'origine ethnique ou nationale. L'article 346 prévoit des amendes ou une peine d'emprisonnement jusqu'à trois ans en cas d'incitation volontaire à la haine ou à l'hostilité ethnique, raciale ou religieuse, afin d'altérer la dignité ou l'honneur national ou violer indirectement les droits de propriété de tiers. L'article 135 définit le génocide comme un délit pénal sanctionné par une peine d'emprisonnement de 16 à 25 ans. Il définit aussi les actes de torture perpétrés pour des raisons de discrimination comme un délit assorti de conditions aggravantes.

16. Plusieurs articles du code administratif prévoient des amendes pour les auteurs de propagande incitant à la haine ou au mépris de la langue d'un groupe ethnique ou d'une nationalité, ou la violation par des fonctionnaires de la loi sur l'utilisation des langues parlées sur le territoire de la République de Moldova.

17. Une loi adoptée en 2003 vise à lutter contre l'extrémisme, en interdisant toute organisation ou association engagée dans des activités extrémistes, notamment celles liées à l'incitation à l'hostilité sociale ou nationale. Toute violation de cette loi est sanctionnée par la suspension des activités de l'organisation incriminée pendant une période susceptible de s'étendre jusqu'à un an ou par la dissolution de l'organisation si elle n'obtempère pas à l'ordre de suspension. Une procédure d'appel peut être introduite devant les tribunaux à l'encontre de cette procédure. Tout individu violant cette loi est susceptible d'être poursuivi devant un tribunal pénal ou civil, conformément aux dispositions contenues expressément dans le code pénal.

18. Le nombre d'affaires pénales portées devant un tribunal sur la base de la loi susmentionnée au motif de la non-connaissance des délits concernés au sein de la République de Moldova est négligeable. Seules deux affaires ont été enregistrées comme des violations en vertu de l'article 356 pour incitation à l'hostilité ethnique, l'une en 2006 et l'autre en 2007 (la procédure est toujours en cours). Cette dernière concerne l'éditeur d'un journal qui, dans le cadre d'une réunion d'affaire, a proféré des propos incitant à la haine ethnique et prônant la restriction des droits des russophones de la République de Moldova. Cette affaire fait actuellement l'objet d'une enquête et l'arrêt du tribunal sera rendu sur la base des preuves fournies.

19. Concernant la question de la détention des Roms les week-ends, il convient de noter que le Bureau du procureur général effectue, chaque jour, des vérifications de tous les détenus maintenus dans les commissariats de police. Les personnes qui sont détenues de manière illégale sont relâchées. Des règles strictes permettent de garantir la disponibilité de certains juges le week-end afin de consentir aux personnes arrêtées d'être entendues sans délai.

20. S'agissant de l'incident de Yedintsy (question 22 de la liste des points à traiter), cinq Roms ont été incarcérés pour troubles à l'ordre public et refus d'obéir aux injonctions de la police. Le tribunal de district a infligé une sanction administrative. Au terme de la procédure d'appel engagée par les cinq hommes, ils ont été acquittés. Le bureau du procureur de district a ensuite lancé une enquête officielle afin de déterminer si la police avait agi en parfaite légalité et les résultats ont confirmé que c'était bien le cas.

21. Les charges selon lesquelles la police avait des préjugés à l'encontre des Roms étaient simplement sans fondement. Il est davantage probable que les réactions négatives de la police aient été générées par la nature des infractions commises par les Roms et non pour traduire un sentiment d'hostilité. Les polices moldaves suivent une formation destinée à prévenir ce type de réaction et un code d'éthique de la police a été adopté. Le Bureau du procureur général contrôle la situation spécifiquement afin de repérer les pratiques discriminatoires.

22. M. SIDOROV (Moldova) déclare qu'au cours de l'année dernière, son pays est devenu une zone de transit pour les demandeurs d'asile de la Communauté des États indépendants, du Moyen-Orient et d'Asie sur leur route vers l'Europe de l'Ouest. Seuls quelques demandeurs d'asile s'installent réellement dans la République de Moldova. Son pays a ratifié la Convention relative au statut des réfugiés et le Protocole relatif au statut des réfugiés en 2003, il a adopté la loi sur le statut des réfugiés en 2002 et il a créé un département dédié aux questions des réfugiés au sein du Ministère de l'intérieur, ainsi qu'un centre d'accueil pour les demandeurs d'asile. L'aide financière est proposée aux réfugiés conformément aux possibilités financières de l'État.

23. S'agissant de la question portant sur la jouissance des droits des individus dans la région de Transnistrie, il convient de noter que la question de la Transnistrie constitue un problème complexe pour la République de Moldova, au point d'altérer son statut d'État. Le fait qu'en 1992, au terme d'un plan inadéquat, le conflit politique qui avait éclaté dans la République de Moldova ait dégénéré en confrontation armée, avant de se transformer *de facto* en une guerre civile, constitue l'un des principaux obstacles. Des centaines d'individus, dont la plupart étaient des civils, ont été tués et des milliers blessés. Environ 50 000 réfugiés ont alors quitté la République de Moldova, en causant une pléthore de sérieux problèmes.

24. Les négociations entre les autorités de la Transnistrie et son Gouvernement se poursuivent, avec l'aide des délégations de la Fédération de Russie, d'Ukraine et de l'OSCE. En 2003, des observateurs des États-Unis d'Amérique et de l'Union européenne ont également participé à ce processus. Alors que des propositions visant à définir le statut de ce territoire sont actuellement examinées, la condition préalable posée par le Gouvernement est le maintien de l'intégrité territoriale et l'unité de la République de Moldova, de manière à constituer un État souverain. Les autorités déploient tous leurs efforts pour inclure des ONG de Transnistrie dans le processus de négociation et organisent des réunions avec ces dernières afin d'améliorer la situation des habitants des deux côtés de la rivière Nistru.

25. Le nombre de cas de violation des droits de l'homme signalé en Transnistrie ne constitue pas pour l'instant une source d'inquiétude. Lorsque des citoyens de cette région déposent une plainte auprès du Centre moldave des droits de l'homme, il passe par l'organisme compétent en Transnistrie ou ils présentent leur affaire directement. Toutes les personnes impliquées dans l'affaire *Ilaşcu et al. c. Moldova et Russie* ont été libérées.

26. La signature du Statut de Rome de la Cour pénale internationale par son pays revêt un caractère essentiel dans le cadre de la question de la Transnistrie, puisque l'un de ses objectifs vise à empêcher tout conflit armé. Grâce à l'aide de plusieurs organisations internationales des droits de l'homme, un travail considérable a été engagé pour former les défenseurs des droits de l'homme aux dispositions contenues dans ledit Statut. Le bureau régional du Comité international de la Croix-Rouge a également participé à la diffusion des informations et au travail avec le Gouvernement afin d'assurer la mise en conformité de la législation nationale avec les dispositions correspondantes du statut, notamment celles relatives à l'extradition et à la levée de l'immunité. Un projet de loi relatif à la ratification du Statut est actuellement examiné par le Parlement en première lecture et le Statut devrait être ratifié au cours du printemps 2008.

27. En vertu de la loi sur les partis et les autres organisations socio-politiques, le Ministère de la justice a enregistré 29 partis politiques. De nouveaux partis sont créés et enregistrés de manière relativement régulière. En janvier 2008, plusieurs amendements ont été apportés à cette loi au terme d'une consultation approfondie avec des experts du Conseil de l'Europe et des représentants de la société civile. Après des tables rondes sur certaines dispositions spécifiques, le texte modifié a été mis en conformité avec les normes démocratiques européennes et mondiales. Il existe actuellement plus de 3 000 organisations socio-politiques officielles, dont certaines sont inscrites auprès du Bureau des relations interethniques.

28. Le Parlement étudie de nombreuses demandes émanant de la société civile visant à réformer ou à modifier la législation. En 2005, il a défini un dispositif de coopération afin de faciliter l'implication de la société civile dans la formulation et la modification de la législation nationale. En 2007, environ 160 propositions de modification de la législation ont été soumises et chacune d'elles a fait l'objet d'un examen. Par conséquent, le Gouvernement reçoit de nombreux commentaires de la part de la société civile, en lui permettant ainsi de se faire facilement une idée de l'incidence de la discrimination raciale.

29. La loi sur les droits des individus relevant de minorités nationales et sur le statut juridique de leurs organisations a été adoptée en 2001. En vertu de cette loi, les groupes minoritaires ont droit à une représentation à peu près proportionnelle dans les organes exécutifs, les organes judiciaires, la police et l'armée. Dans la pratique, ces institutions comportent des représentants de pratiquement tous les groupes minoritaires du pays.. Après les élections locales de 2007, la composition des municipalités à la fois dans les zones rurales et urbaines, reflétait parfaitement celle de la population. On compte actuellement 26 membres issus d'une minorité ethnique au Parlement sur un total de 101.

30. En 2003, le Gouvernement a adopté le Plan d'action national des droits de l'homme 2004-2008, élaboré avec l'aide du PNUD et du HCDH. Le Gouvernement et des ONG surveillent la mise en œuvre de ce plan, qui sera probablement étendu, en se concentrant éventuellement sur les questions relatives aux droits des détenus, des réfugiés et des enfants, ainsi que sur la lutte contre la corruption. Le Gouvernement entend poursuivre sa coopération avec le PNUD et la mission de l'OSCE dans la République de Moldova dans le cadre du plan.

31. Le Centre pour les droits de l'homme est le dispositif de réclamation le plus accessible pour tous les citoyens, les étrangers et les apatrides sur le territoire moldave. En mars 2008, ce Centre célébrera son dixième anniversaire. Toute personne qui pense que ses droits ont été bafoués peut s'adresser à ce Centre. Celui-ci est tenu de rédiger un rapport annuel à l'intention

du Parlement. Le Centre compte actuellement trois médiateurs et un quatrième, spécialisé dans les droits des enfants, doit entamer son travail en 2008. Un comité consultatif pour la prévention de la torture a également été établi.

32. M. LAHIRI demande à la délégation si elle entend permettre l'inhumation des musulmans dans un emplacement dédié dans les cimetières. Cette pratique est acceptée dans de nombreux autres pays.

33. M. KJAERUM souhaite obtenir des informations à jour sur le dialogue entre le Gouvernement et la communauté rom. En particulier, il serait utile de connaître les leçons tirées et les initiatives prises à la lumière de l'échec lié à la tentative de recruter des Roms dans les forces de l'ordre. Le Comité aimerait disposer de statistiques sur l'emploi des membres de la communauté rom dans le secteur public au niveau local et national.

34. Il souhaite savoir si l'État envisage de transformer le Centre moldave des droits de l'homme en une institution nationale des droits de l'homme, fonctionnant selon les Principes de Paris.

35. Il demande des explications sur la nature des organisations socio-politiques.

36. M. AMIR, Rapporteur de pays, demande pourquoi les langues des minorités nationales sont enseignées le dimanche, un jour de congé pour les catholiques mais pas pour les musulmans. Il souhaite aussi savoir si la philosophie fondée sur la communauté dans laquelle les minorités nationales vivent, représente une solution constitutionnelle susceptible d'œuvrer en faveur d'une république fédérale.

37. M. AVTONOMOV demande des informations détaillées sur le travail du Centre pour les droits de l'homme.

38. M. de GOUTTES prend note que l'État partie s'est opposé à l'ouverture d'écoles spéciales pour la minorité rom mais il demande pourquoi les Roms souhaitent disposer de leurs propres écoles. S'agissant des rapports fournis par les ONG, il demande si la République de Moldova est un pays de transit pour les prostituées de l'Est qui souhaitent se rendre à l'Ouest et il souhaite obtenir des informations sur la corruption dans les rangs de la police et du pouvoir judiciaire. Il aimerait aussi de plus amples informations sur les allégations de profilage racial des minorités, par exemple, les Roms, les Africains, les Asiatiques et les musulmans.

39. M. ABOUL-NASR s'inquiète du fait que l'État partie est toujours en train de réfléchir à la reconnaissance d'organisations musulmanes. Selon les réponses écrites de la délégation à la question 4 de la liste des points à traiter, les groupes juifs jouissent d'une reconnaissance; il demande quand les musulmans pourront bénéficier du même traitement.

40. M. PETER fait part de son impatience de voir la République de Moldova ratifier le Statut de Rome du Tribunal pénal international. Il accueille favorablement la désignation de juges de permanence chargés de traiter les questions urgentes pendant les week-ends mais il se demande si les citoyens savent qu'il est possible de porter son affaire devant le tribunal même le week-end en cas d'arrestation ou de détention. Il demande quel type de solution l'État partie envisage d'adopter concernant la question des lieux d'inhumation pour les musulmans. Enfin, il serait



préférable à l'avenir de ne pas se référer à des cultes religieux, comme c'est le cas dans le point 167 du rapport périodique en raison de la connotation négative du terme «culte».

41. M. DIACONU se félicite aussi de la ratification imminente par l'État partie du Statut de Rome du Tribunal pénal international. Toutefois, il appelle à la prudence eu égard à la ratification de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales du Conseil de l'Europe. Étant donné le nombre élevé de minorités dans la République de Moldova et les différents degrés de protection dont ils jouissent dans les domaines tels que l'éducation et l'emploi, ce processus risque de nécessiter des négociations très longues et difficiles avec les groupes concernés. Ses propos sont dictés par l'expérience de son pays, la Roumanie, qui reconnaît 20 minorités.

42. M<sup>me</sup> GONCEAROVA (Moldova), répondant à M. Lahiri, rappelle que les musulmans se sont vu proposer la possibilité de disposer de zones propres au sein des cimetières mais qu'ils ont refusé cette offre. Dès lors, cette question est toujours à l'étude auprès du Ministère de la justice et elle espère qu'une solution sera bientôt définie, en collaboration avec le groupe concerné.

43. M. RUSU (Moldova) reconnaît que la corruption existe au sein de la police et du système judiciaire, mais son Gouvernement s'est engagé à poursuivre en justice les auteurs de telles infractions. Par exemple, trois affaires impliquant des officiers de police ont été ouvertes pour abus d'autorité et se sont conclues par 10 condamnations. Les efforts visant à renforcer l'indépendance des tribunaux portent leurs fruits.

44. S'agissant du transit des prostituées à travers la République de Moldova, il explique que celui-ci est plus aisé via la Transnistrie et l'Ukraine. Bien que des prostituées russes ou ukrainiennes soient passées par Moldova, il s'agit de cas isolés. En fait, la République de Moldova est davantage un pays d'origine qu'un pays de transit.

45. Le système de permanence des juges en place depuis plus de cinq ans et le public sont parfaitement informés de la possibilité de comparaître devant un juge les week-ends et les jours de congé. Des procureurs spéciaux sont également tenus de contrôler le caractère légal des arrestations par la police et, le cas échéant, ils peuvent ordonner la libération des détenus.

46. M. SIDOROV (Moldova) déclare que le Centre des droits de l'homme a étudié minutieusement le système de médiation de la Suède et de la Lituanie avant d'adopter leur dispositif de médiation général et spécialisé. Le médiateur a une formation d'avocat et est nommé par le Parlement. Il existe actuellement trois médiateurs généraux et un médiateur spécialisé dans les droits de l'enfant.

47. La question sur les organisations socio-politiques et publiques naît probablement d'un malentendu. En effet, outre les «organisations publiques de la société civile», comme celles pour les personnes handicapées, qui n'ont aucun lien avec un parti politique, il existe des organisations politiques associées à des partis politiques. S'agissant de la possibilité pour la République de Moldova d'évoluer vers une structure plus fédérale, il répond que cela est peu probable du fait que tous les groupes ethniques sont répartis sur l'ensemble du territoire national, à l'exception des 150 000 Gagaouzes et des 70 000 Bulgares dans le Sud, dans le district de Taradia. Le principal obstacle est la région de Transnistrie, sur laquelle Moldova souhaite affirmer son autorité. Son Gouvernement n'appuie pas la création de partis politiques fondés sur de simples

critères ethniques, qui, selon lui, génèreront inévitablement des tensions politiques et sociales. Enfin, il partage l'idée selon laquelle il ne faut pas précipiter les initiatives visant à garantir les droits des minorités. Son Gouvernement doit prendre le temps de réfléchir sur les actions proposées et tirer les leçons de l'expérience d'autres pays.

48. M<sup>me</sup> GONCEAROVA (Moldova), se référant à la question des cours de religion musulmane le dimanche et non le vendredi, répond que c'est là le souhait de la communauté musulmane afin de respecter le jour traditionnel de la prière, le vendredi. En réponse à la question de M. Aboul-Nasr relative à la reconnaissance des associations musulmanes, elle explique que le Bureau des relations interethniques reconnaît des organisations ethno-culturelles, notamment des organisations juives, arméniennes et azerbaïdjanaises. Le Conseil de coordination des organisations ethno-culturelles publiques a, par exemple, été présidé par un musulman et un juif.

49. S'agissant du nombre de Roms employés par l'État, elle explique qu'il existe des quotas pour les Roms dans l'enseignement supérieur et la police mais cette communauté se heurte au problème du niveau d'enseignement requis pour travailler au sein des institutions étatiques. Toutefois, elle souligne le fait que de nombreux Roms sont employés dans des ministères importants et qu'il existe nombre de spécialistes, d'enseignements et de responsables culturels roms. Enfin, en ce qui concerne les écoles roms séparées, elle répond que certains membres de la communauté rom ont le sentiment que leurs enfants sont moins bien préparés que d'autres, ou qu'ils sont harcelés ou susceptibles d'être éloignés de leurs parents pendant de longues périodes. Son Gouvernement s'est opposé à la création d'établissements séparés et l'expérience montre en effet que les enfants roms vont à l'école de la même manière que les autres enfants.

50. M. AMIR partage l'avis de M. Diaconu selon lequel l'État partie doit faire preuve de vigilance s'agissant de l'octroi d'une vaste palette de droits en faveur des minorités et accueille favorablement les informations sur ses efforts visant à traiter la question sensible de la langue, la religion et l'ethnicité tout en protégeant son identité et son territoire national. La pauvreté, qui est en général plus marquée au sein des groupes minoritaires et qui affecte leur capacité à relever les défis imposés par la discrimination, constitue un facteur aggravant qui doit aussi être traité. En effet, il est probablement plus facile de promouvoir l'unité nationale que d'éradiquer la pauvreté. Il se demande si l'un des objectifs de la Constitution est de définir une solution pour les problèmes d'ordre ethnique, culturel ou linguistique, dans l'optique de promouvoir un type de république plus fédéral. Enfin, il espère que les observations finales et les recommandations du Comité seront dûment prises en considération et favoriseront la poursuite du dialogue.

51. M<sup>me</sup> GONCEAROVA (Moldova) ne partage pas l'idée selon laquelle la République de Moldova est un pays pauvre. En fait, ce n'est certes pas un pays riche mais il n'est pas pauvre non plus. Les points soulevés par le Comité sont davantage de nature ethnique qu'économique. Elle met en exergue l'engagement de son Gouvernement à résoudre ces problèmes et à mettre en œuvre la Convention. Les observations finales du Comité seront soumises au Président de la République et au Parlement. Elle invite le Comité à se rendre dans la République de Moldova afin de rencontrer les représentants du Gouvernement, des partis politiques et de la société civile, y compris les minorités.

52. La PRÉSIDENTE remercie la délégation pour son dialogue franc et constructif. Le Comité se réjouit d'observer les progrès réalisés lors de l'examen du prochain rapport périodique de l'État partie.

*La séance est levée à 13 h 00.*

-----